

**Décision d'abrogation n° MSS20-OCC-31-04b
de la décision d'habilitation n° MSS20-OCC-31-04
de la « Maison Sport Santé CAMI Sport et Cancer de Haute-Garonne »**

Le Directeur Général de l'Agence régionale de Santé Occitanie, Monsieur Didier JAFFRE,

La Rectrice de la région académique Occitanie, Madame Carole DRUCKER-GODARD,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1172-1, L. 1173-1, R. 1173-1 à R. 1173-12, et D. 1172-1 à D. 1172-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L. 240-1 et L. 242-4 ;

Vu l'arrêté du 25 avril 2023 portant cahier des charges des maisons sport-santé et contenu du dossier de demande d'habilitation et de renouvellement d'habilitation ;

Vu la décision conjointe du Directeur Général de l'ARS et du Directeur Régional de la DRAJES n° MSS20-OCC-31-04 du 18 décembre 2023 habilitant la Maison sport santé « CAMI Sport et Cancer de Haute-Garonne » ;

Vu le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE en qualité de Directeur Général de l'Agence régionale de Santé Occitanie ;

Vu le décret du 12 mars 2025 portant nomination de la Rectrice de la région académique Occitanie, Rectrice de l'académie de Montpellier - Mme Carole DRUCKER-GODARD ;

Vu les courriers électroniques du 24 février 2025 et du 7 mars 2025 de la responsable des partenariats publics de la Fédération nationale de CAMI Sport et Cancer adressés respectivement à l'ARS et à la DRAJES Occitanie indiquant la mise en sommeil sur le court / moyen terme de la maison sport santé CAMI toulousaine ;

Vu le courrier électronique du 13 mai 2025 de la responsable des partenariats publics de la Fédération nationale de CAMI Sport et Cancer adressé à l'ARS (avec mise en copie de la DRAJES Occitanie) ;

CONSIDERANT que la maison sport-santé « CAMI Sport et Cancer de Haute-Garonne » a été habilitée pour une durée de cinq ans, du 18 décembre 2023 au 18 décembre 2028 ;

CONSIDERANT que le titulaire de l'habilitation propose dans ses courriels du 24 février 2025 et du 7 mars 2025 de mettre en sommeil sur le court / moyen terme la maison sport santé CAMI toulousaine, qu'il souhaite que ses programmes restent actifs en Occitanie et qu'il envisage à plus long terme, selon la direction prise par le sport santé en cancérologie, pouvoir relancer la dynamique de la maison sport santé ;

CONSIDERANT le courriel électronique du 24 février 2025 de l'ARS qui prend note de cette décision et indique prévoir de mettre fin à l'habilitation de la Maison sport santé toulousaine ;

CONSIDERANT le courriel électronique du 13 mai 2025 de l'ARS demandant confirmation quant au souhait de ne plus vouloir bénéficier de l'habilitation par la CAMI ;

CONSIDERANT le courriel électronique du 13 mai 2025 de la responsable des partenariats publics de la Fédération nationale de la CAMI Sport et Cancer confirmant le souhait de vouloir se retirer de l'habilitation pour l'instant.

CONSIDERANT que cette demande de la CAMI Sport et Cancer de ne plus se prévaloir de cette habilitation constitue une demande d'abrogation de la décision précitée n° MSS20-OCC-31-04 du 18 décembre 2023 ;

DÉCIDENT

ARTICLE 1

La décision d'habilitation n° MSS19-OCC-34-04 du 18 décembre 2023 susvisée est abrogée à compter du 2 juin 2025.

Le logo et la signalétique "Maison sport-santé" ne doivent plus être utilisés par la Maison sport santé toulousaine.

Une mise à jour des supports de communication devra être réalisée, le cas échéant, afin d'enlever toute référence à cette maison sport santé.

Cette décision d'abrogation est portée, le cas échéant, à la connaissance des usagers de la maison sport santé et doit faire l'objet d'une mention sur le site internet de la maison sport santé CAMI toulousaine ainsi que d'un affichage à l'entrée de ses locaux en cas de nécessité.

Une nouvelle demande d'habilitation "maison sport santé", pourra être déposée ultérieurement.

ARTICLE 2

Cette décision d'abrogation est notifiée à la FÉDÉRATION NATIONALE CAMI SPORT ET CANCER, sis, 9bis rue Abel Hovelacque - 75013 PARIS,

Elle est publiée aux recueils régional et départemental des actes administratifs et sur les sites internet de l'Agence régionale de Santé et de la région académique.

ARTICLE 3

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence régionale de Santé et de la Rectrice académique ayant rendu la décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication aux recueils des actes administratifs.

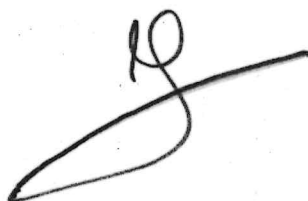
Un recours hiérarchique concernant cette décision peut également être adressé aux ministres chargés de la Santé et des Sports, et un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans le même délai de deux mois à partir de la réponse ou de la décision implicite de rejet de l'administration au recours gracieux ou au recours hiérarchique. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télerecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4

Le Directeur Général de l'Agence régionale de Santé Occitanie et la Rectrice de la région académique Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 21/05/2025

Le Directeur Général de l'Agence
régionale de Santé Occitanie



Didier JAFFRE

Pour la Rectrice de la région académique
Occitanie et par délégation,
la Directrice régionale de la DRAJES



Laurence COLAS

